



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 235
(Privé)

Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Hyacinthe

Présentation

**Présenté par
M. Charles Messier
Député de Saint-Hyacinthe**

**Éditeur officiel du Québec
1988**

Projet de loi 235

(Privé)

Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Hyacinthe

ATTENDU que la ville de Saint-Hyacinthe a intérêt à ce que certains pouvoirs lui soient accordés;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 413 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié, pour la ville, par l'insertion, après le sous-paragraphe *b* du paragraphe 22°, des sous-paragraphe suivants:

«*c*) pour prescrire des normes quantitatives pour le déversement d'eaux de surface, d'eaux pluviales, d'eaux souterraines, d'eaux de refroidissement ou d'eaux usées industrielles dans un ouvrage d'assainissement; pour interdire ou régir ce déversement; pour imposer des conditions pour contrôler, réduire, régulariser ou étaler de tels déversements;

«*c.1*) pour prescrire, par source de contamination, par catégorie d'établissements ou par procédé industriel, une quantité, une concentration ou une limite maximale d'acidité, d'alcalinité, de température, de demande chimique ou biochimique en oxygène, d'huile, de graisse, de matières en suspension, de matières dissoutes, de substances toxiques ou d'autres substances préjudiciables à l'environnement dans les eaux usées déversées dans un ouvrage d'assainissement; pour interdire ou régir le déversement, dans un ouvrage d'assainissement, d'eaux usées contenant une substance dont

la teneur excède le maximum prescrit ou présentant des caractéristiques non conformes à ce maximum;

«c.2) pour régir le déversement d'eaux pluviales, d'eaux de surface ou d'eaux souterraines dans un égout domestique ou unitaire; pour prohiber le déversement d'eaux usées domestiques dans un égout pluvial; pour prescrire des normes de qualité ou de quantité pour le déversement d'eau dans un égout pluvial;

«c.3) pour déterminer la méthode de calcul de la quantité d'eau déversée dans un ouvrage d'assainissement; pour prescrire l'utilisation de compteurs et établir les conditions de raccordement aux ouvrages d'assainissement de la ville, y compris le paiement de frais;

«c.4) pour prescrire les normes susceptibles de prévenir ou de contrôler les apports d'eaux parasites par infiltration ou captage;

«c.5) pour prohiber ou régir le déversement dans un ouvrage d'assainissement d'une substance susceptible, par elle-même ou par réaction avec une autre:

a) d'endommager l'ouvrage, d'affecter son fonctionnement, de le surcharger ou de l'obstruer;

b) de constituer un danger pour la vie ou la santé des personnes, de la faune ou de la flore;

c) de causer un incendie, une explosion ou un autre dommage matériel; ou

d) de constituer une nuisance par l'émission de gaz toxiques ou malodorants;

«c.6) pour assujettir toute personne ou catégorie de personnes qui déverse ou projette de déverser des eaux usées industrielles ou des eaux de refroidissement dans un ouvrage d'assainissement à l'obtention d'un permis de la ville et prescrire les renseignements qui doivent être fournis lors de la demande de permis; pour soustraire de l'obligation d'obtenir un tel permis toute personne ou catégorie de personnes qu'elle détermine;

«c.7) pour prescrire les conditions, les procédures et les frais relatifs à la délivrance, au renouvellement, à la suspension ou à la révocation d'un permis;

«c.8) pour fixer le montant de la redevance que doit payer une personne qui déverse des eaux usées industrielles dans un ouvrage d'assainissement, la redevance pouvant être fixée en fonction du volume des eaux usées, de la quantité ou de la concentration des matières en suspension qu'elles contiennent, de leur demande biochimique ou chimique en oxygène, de leur demande en chlore, de la nature de leur agent polluant ou d'un autre critère;

«c.9) pour prohiber le déversement dans un ouvrage d'assainissement d'une substance susceptible, par elle-même ou par réaction avec une autre, d'avoir l'un des effets énumérés au sous-paragraphe c.5.

La ville peut réclamer, d'une personne qui déverse des eaux usées dans un ouvrage d'assainissement contrairement à un règlement adopté en vertu des sous-paragraphe *c* à c.5 ou contrairement à une prohibition édictée en vertu du présent sous-paragraphe, le remboursement des frais d'entretien ou de réparation de l'ouvrage d'assainissement causés par ce déversement;

«c.10) pour exiger de toute personne qui déverse des eaux usées dans un ouvrage d'assainissement qu'elle respecte les conditions ou une partie des conditions suivantes:

a) la construction d'un regard sur l'égout, conforme aux exigences prescrites par la ville, pour permettre l'inspection, l'échantillonnage, la mesure et l'enregistrement de la qualité et du débit des eaux usées déversées;

b) l'installation et le maintien en bon état des équipements appropriés pour l'échantillonnage, l'analyse, la mesure et l'enregistrement de la qualité et du débit des eaux déversées, conformément aux méthodes prescrites par la ville;

c) l'installation et le maintien en bon état des équipements de traitement ou de prétraitement des eaux usées industrielles pour régulariser le débit des eaux usées déversées ou pour les rendre conformes aux prescriptions d'un règlement adopté en vertu des sous-paragraphe *c* à c.5;

d) la soumission, pour approbation, des plans relatifs à l'installation des équipements visés aux sous-paragraphe *a*, *b* ou *c* ainsi que des procédures d'utilisation de ces équipements;

e) les eaux usées déversées ne doivent pas excéder une concentration ou une masse moyenne ou maximale de polluants rejetés selon les catégories de polluants;

f) la présentation de rapports périodiques de déversement indiquant le volume et les caractéristiques qualitatives et quantitatives des eaux usées déversées;

«c.11) pour prescrire les appareils et les méthodes dont l'utilisation est reconnue aux fins d'une analyse, d'un échantillonnage ou d'un calcul de concentration; pour fixer la durée d'un programme d'échantillonnage, déterminer les paramètres d'analyses et exécuter lui-même un programme d'échantillonnage ou d'analyse aux frais du titulaire d'un permis s'il juge que les résultats d'analyses fournis par ce dernier sont inexacts;

«c.12) pour déléguer à un directeur de service les pouvoirs qui lui sont conférés par le sous-paragraphe c.11;».

2. Aucune irrégularité ou illégalité ne peut être soulevée à l'encontre des règlements numéros 527, 746 et 835 du fait que la ville ne possédait pas lors de leur adoption les pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 1.

La taxe spéciale ainsi que la compensation imposées et prélevées par les règlements numéros 746 et 835, pour pourvoir aux frais de financement et d'opération du réseau et de l'usine de traitement des eaux usées, sont valides et incontestables pour les exercices financiers municipaux 1987 et 1988.

Le présent article n'affecte pas une cause pendante au 9 janvier 1988.

3. La présente loi entre en vigueur le *(indiquer ici la date de la sanction de la présente loi)*.